

PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PRÉFECTURE

**DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier n° 93 B 03 00116 A

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2019 – 0095 du 21/01/2019
portant modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-3754
du 22 décembre 2014 relatif à l'exploitation par la Société de Distribution de Chaleur de
Bagnolet (SDCB) de la chaufferie située au 9/15 avenue des Roses à Bagnolet**

**Le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre 1^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu l'arrêté préfectoral initial du 7 août 1998 autorisant les installations de la chaufferie de la rue des Roses ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 octobre 2013 actant le remplacement des brûleurs fioul par des brûleurs gaz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 autorisant le remplacement de la chaufferie et du stockage de charbon par une chaufferie et un stockage de biomasse ;

Vu la déclaration de modification du 11 janvier 2018 demandant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 sur l'esthétique du site, la recherche de fuite sur les canalisations enterrées de gaz, la détection incendie du stockage de biomasse et les valeurs limites de bruit ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 septembre 2018 proposant de modifier par arrêté préfectoral complémentaire les articles 7.2.7 et 7.2.9 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014, sans passage au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, s'agissant juste d'actualiser des prescriptions ;

Considérant que la déclaration de modification du 11 janvier 2018 permet d'actualiser les mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant sur ses installations ;

Considérant que la déclaration de modification du 11 janvier 2018 permet de confirmer les évaluations en probabilité et en gravité de l'étude de danger intégrée à la demande d'autorisation du 20 décembre 2013 complétée le 9 avril 2014 ;

Considérant que les modifications proposées par l'exploitant sur les modalités de recherche de fuite sur les canalisations enterrées de gaz et les dispositifs de détection incendie du stockage de biomasse sont jugées non substantielles ;

Considérant qu'un document d'information sur les risques industriels (DIRI), traitant de la première partie du porter à connaissance des risques technologiques présentés par la SDCB, exploitante de l'installation classée sise au 9-15 avenue des Roses à Bagnole, a été établi par l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'ensemble des éléments requis sera transmis au service chargé de l'urbanisme de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France pour l'élaboration des préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation, conformément aux dispositions figurant dans la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;

Considérant que la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-3754 du 22 décembre 2014 doit être actée par un arrêté préfectoral complémentaire, notamment la modification des articles 7.2.7 « Mesures de sécurité liées au stockage de la biomasse » et 7.2.9 « Mesures de sécurité dans la chaufferie gaz » du chapitre 7.2 « Mesures de maîtrise des risques » du titre 7 « Préventions des risques technologiques » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRÊTE

Article 1

La société de Distribution de Chaleur de Bagnole (SDCB), dont le siège social est situé 5 avenue des Roses à Bagnole (93170), est autorisée à exploiter au 9-15 avenue des Roses à Bagnole, des installations classées sous les rubriques :

– R.2910 : « Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 ».

A-1 : lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW (AUTORISATION).

– R.1532-3 : « Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ » (DÉCLARATION).

– R.3110 : « Combustion de combustibles dans les installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW » (AUTORISATION).

Article 2

La déclaration de modification du 11 janvier 2018 actualise les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2014 sur l'esthétique du site, la recherche de fuite sur les canalisations enterrées de gaz, la détection incendie du stockage de biomasse et les valeurs limites de bruit.

Elle modifie les modalités de recherche de fuite sur les canalisations enterrées de gaz et les dispositifs de détection incendie du stockage de biomasse.

La rédaction de la 4ème section de l'article 7.2.7 « **Surveillance, détection et systèmes d'aspersion** » :

La zone de dépotage est équipée d'au moins deux détecteurs thermovélocimétriques (un au niveau sous-sol et un au niveau zéro). Le déclenchement d'alarme est reporté au système centralisé et au personnel d'astreinte.

Le bâtiment de stockage de biomasse est équipé d'un système de détection incendie avec report d'alarme à l'autocontrôle et au personnel d'astreinte. Ce dispositif comprend au minimum :

- douze détecteurs thermovélocimétriques (six en haut du bâtiment de stockage, deux pour le local vérins et quatre pour les convoyeurs au niveau sous-sol vis et au-dessus des transporteurs à bandes),*
- des sondes thermométriques ou caméras thermiques en nombre suffisant pour permettre de détecter un échauffement localisé,*
- cinq déclencheurs manuels, à chaque sortie du bâtiment,*
- quatre diffuseurs sonores,*
- un détecteur optique des fumées dans le local électrique du bâtiment de stockage de la biomasse.*

Les appareils de détection sont entretenus et vérifiés conformément à l'article 7.2.5. Les convoyeurs de biomasse et les trémies d'alimentation des chaudières biomasse sont équipés de systèmes d'arrosage pour une extinction automatique en cas de départ de feu, actionnés par des vannes thermostatiques.

est remplacée par la rédaction suivante :

La zone de dépotage est équipée d'au moins deux détecteurs thermovélocimétriques (un au niveau sous-sol et un au niveau zéro). Le déclenchement d'alarme est reporté au système centralisé et au personnel d'astreinte.

Le bâtiment de stockage de biomasse est équipé d'un système de détection incendie avec report d'alarme à l'autocontrôle et au personnel d'astreinte. Ce dispositif comprend au minimum :

- un système de détection d'incendie (détection multi-ponctuelle par aspiration complétée par 2 détecteurs infrarouge),*
- des sondes thermométriques ou caméras thermiques en nombre suffisant pour permettre de détecter un échauffement localisé,*
- cinq déclencheurs manuels, à chaque sortie du bâtiment,*
- quatre diffuseurs sonores,*
- un détecteur optique des fumées dans le local électrique du bâtiment de stockage de la biomasse.*

Les appareils de détection sont entretenus et vérifiés conformément à l'article 7.2.5. Les convoyeurs de biomasse et les trémies d'alimentation des chaudières biomasse sont équipés de systèmes d'arrosage pour une extinction automatique en cas de départ de feu, actionnés par des vannes thermostatiques.

Article 3

La rédaction de la 2ème section de l'article 7.2.9 « **Réseau gaz et alimentation en combustible** » :

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive ...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

L'alimentation en combustible gaz se fait à partir du poste de livraison situé avenue du général Leclerc par une canalisation D

N 200 sous pression de 3,5 bars. En extérieur, la canalisation est entièrement enterrée à l'exception de la sortie du poste de livraison et du tronçon de raccordement situé au pied du mur de la chaufferie. La partie aérienne de la consuite est protégée contre tout risque d'agression mécanique. A l'intérieur de la chaufferie, le linéaire de la canalisation et les dispositifs de raccordement sont aussi réduits que possible et la canalisation est réalisée en acier DN 200 simple enveloppe.

Le débit de gaz fourni est de 7 000 m³ /h, à une pression d'environ 3,5 bar en DN 200. La détente du gaz se fait directement en façade des chaudières gaz pour pénétrer en chaudière sous une pression maximale d'environ 1 bar. Un poste de comptage est installé sur le réseau de gaz.

La canalisation est surveillée régulièrement par l'équipe d'exploitation. Elle subit une maintenance préventive visant une recherche de fuite de gaz au droit de la partie enterrée à l'aide notamment d'un détecteur.

Des robinets télécommandés redondants sont placés en sortie du poste GRDF. Le comptage est doublé, à la fois au niveau du poste GRDF et sur les chaudières gaz.

La canalisation DN 200 est munie de deux vannes automatiques de sécurité « gaz » en série avec un temps de réponse inférieure à 1 s et un temps de fermeture de l'ordre de 0,5 s. Ces vannes seront asservies de manière indépendante à :

- la double détection gaz dans la chaufferie,
- un pressostat (pression « basse » de gaz en aval),
- un pressostat (détection de présence de gaz) de la canalisation DN 200 d'alimentation en gaz de la chaufferie,
- la centrale incendie de la chaufferie gaz et biomasse,
- l'arrêt d'urgence actionné.

En cas de coupure d'électricité, ces vannes se ferment.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

À l'extérieur du bâtiment en aval du poste GRDF et en amont des vannes de sectionnement automatique de sécurité « gaz » est située une vanne manuelle indépendante de tout équipement de régulation de débit et permettant la coupure d'alimentation du gaz. Ce dispositif manuel est clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, avec un repérage des positions ouvertes et fermées.

est remplacée par la rédaction suivante :

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive ...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

L'alimentation en combustible gaz se fait à partir du poste de livraison situé avenue du général Leclerc par une canalisation DN 200 sous pression de 3,5 bars. En extérieur, la canalisation est entièrement enterrée à l'exception de la sortie du poste de livraison et du tronçon de raccordement situé au pied du mur de la chaufferie. La partie aérienne de la consuite est protégée contre tout risque d'agression mécanique. A l'intérieur de la chaufferie, le linéaire de la canalisation et les dispositifs de raccordement sont aussi réduits que possible et la canalisation est réalisée en acier DN 200 simple enveloppe.

Le débit de gaz fourni est de 7 000 m³ /h, à une pression d'environ 3,5 bar en DN 200. La détente du gaz se fait directement en façade des chaudières gaz pour pénétrer en chaudière sous une

pression maximale d'environ 1 bar. Un poste de comptage est installé sur le réseau de gaz.

La canalisation est surveillée régulièrement par l'équipe d'exploitation. Un contrôle d'étanchéité visant à détecter une éventuelle fuite est réalisé au moins une fois par an, en particulier au droit de la partie enterrée.

Des robinets télécommandés redondants sont placés en sortie du poste GRDF. Le comptage est doublé, à la fois au niveau du poste GRDF et sur les chaudières gaz.

La canalisation DN 200 est munie de deux vannes automatiques de sécurité « gaz » en série avec un temps de réponse inférieure à 1 s et un temps de fermeture de l'ordre de 0,5 s. Ces vannes seront asservies de manière indépendante à :

- la double détection gaz dans la chaufferie,*
- un pressostat (pression « basse » de gaz en aval),*
- un pressostat (détection de présence de gaz) de la canalisation DN 200 d'alimentation en gaz de la chaufferie,*
- la centrale incendie de la chaufferie gaz et biomasse,*
- l'arrêt d'urgence actionné.*

En cas de coupure d'électricité, ces vannes se ferment.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

À l'extérieur du bâtiment en aval du poste GRDF et en amont des vannes de sectionnement automatique de sécurité « gaz » est située une vanne manuelle indépendante de tout équipement de régulation de débit et permettant la coupure d'alimentation du gaz. Ce dispositif manuel est clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, avec un repérage des positions ouvertes et fermées.

Article 4

Les prescriptions modifiées devront être satisfaites dès notification du présent arrêté.

Article 5

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à la Société de Distribution de Chaleur (SDCB), dont le siège social est situé 5 avenue des Roses à Bagnolet, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 7

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bagnolet et pourra y être consultée.

L'arrêté sera affiché à la mairie de Bagnolet pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation classée par l'exploitant.

Article 8 – Voies et délais de recours (articles L.181-17 et R.181-50 du code précité)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

- 1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commencent à courir le jour où ledit arrêté a été notifié :
 - soit en déposant leur recours sur place à l'accueil de la juridiction ou en l'adressant par voie postale ;
 - soit en saisissant la juridiction au moyen de l'application « Télérecours » à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr/>.
- 2/ par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Les délais susmentionnés ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 9

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, secrétaire général adjoint, chargé de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le maire de Bagnolet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
le Sous-préfet chargé de mission auprès du préfet,
secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu

Fayçal DOUHANE